



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Bordeaux, le - 6 JUIL. 2010

Affaire suivie par :

Emmanuel BANDIERA / Georges DERVEAUX
Serge SOUMASTRE

Avis de l'autorité administrative de l'État sur l'évaluation environnementale (en application de l'article L.122-1 et R.122-1 du Code de l'environnement)

Projet d'installation classée pour l'exploitation d'une centrale temporaire d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la commune LE TEMPLE (33)

I - Préambule : Contexte réglementaire de l'avis

Compte-tenu du fait que l'installation exploitée par la société SIORAT, objet de son dossier de demande d'autorisation temporaire, relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2515 et 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, celui-ci est soumis à l'avis de l'autorité environnementale, conformément aux articles L.122-1 et R.122-1 du Code de l'environnement.

L'avis porte sur la qualité du dossier de demande d'autorisation, en particulier de l'étude d'impact et de l'étude de danger, et sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Il devra être mis à la connaissance du public.

Comme prescrit à l'article L.122-18 et R.512-3 du code de l'environnement, le porteur du projet a produit une étude d'impact et une étude de danger qui ont été transmises à l'autorité environnementale. Il comporte l'ensemble des documents exigés aux articles R.512-2 à R.512-10 du Code de l'environnement.

Le dossier a été déclaré recevable et soumis à l'avis de l'autorité environnementale.

Il est à noter que l'installation ne doit fonctionner que durant une période limitée, dans les délais incompatibles avec le déroulement de la procédure normale d'instruction. La demande peut donc bénéficier de la procédure prévue à l'article R.512-37 du Code de l'Environnement, c'est-à-dire qu'il n'est pas procédé à l'enquête publique, ni aux consultations d'usage prévues aux articles R.512-20, R.512-21, R.512-23, R.512-40 et R.512-41.

II - Présentation du projet et son contexte

II.1 – Le demandeur

Le pétitionnaire est la société SIORAT , dont le siège social est situé Le Griffolet 19270 USSAC. SIORAT est une filiale du Groupe NGE.

Cette société dispose d'un personnel formé notamment aux techniques liées à la fabrication des granulats et des enrobés aussi bien en ce qui concerne le personnel d'encadrement, les chefs de centrales, les manœuvres, que les conducteurs d'engins.

Elle réalise, dans le secteur public ou privé, tous types de travaux d'infrastructure routières, de bâtiment, génie civil, ouvrage d'art, ...

Les chiffres d'affaires pour les quatre derniers exercices sont les suivants :

Années	CA en millions d'euros
2007	39,1
2008	28,1
2009	39,7

Le dossier a été établi en vue d'obtenir l'autorisation préfectorale d'exploiter une centrale temporaire d'enrobage à chaud de matériaux routiers.

II.2 - Activités

La Société SIORAT envisage la mise en œuvre d'une installation mobile de production d'enrobés routiers. Cette demande intervient dans le cadre du marché à bons de commande pour des travaux sur la route départementale RD107 et divers chantiers privés au Nord du bassin d'Arcachon. Ces chantiers doivent se dérouler à partir de juillet jusqu'à fin octobre 2010. Pendant cette période, l'activité du ball-trap sera suspendue.

Le site retenu pour accueillir cette installation temporaire correspond à une plateforme existante accueillant une activité de ball-trap. Les granulats seront fournis par les carrières du département de la Gironde et des départements voisins.

Le poste d'enrobage et ses aires annexes occuperont une surface de l'ordre d'un hectare environ.

A l'issue de l'exploitation, le site sera restitué à son propriétaire, qui souhaite conserver la plateforme telle qu'aménagée actuellement dans le cadre de la poursuite de l'activité de ball-trap.

II.3 - Contexte – Motivation de la demande

La plate-forme du TEMPLE a été choisie pour sa proximité du chantier principal relatif à la réfection et le renforcement de la RD 107 (LE TEMPLE – ST MEDARDE EN JALLES).

Le choix de la mise en place d'une centrale mobile a été motivé par la durée des travaux limitée et l'absence de poste d'enrobage situé à proximité de ces travaux.

La localisation de la plate-forme présente les avantages suivants :

- celle-ci existe déjà, ce qui limite les impacts éventuels ;
- il n'y a aucune activité sensible aux abords, et la plus proche habitation est située à environ 2,5 km ;
- la plate-forme se trouve à 500 mètres de la RD 107 masqué par un rideau d'arbres
- il n'est inscrit dans :
- aucun périmètre de sites inscrits et/ou classés (monuments historiques...),
- aucun périmètre de protection de captage d'alimentation en eau potable (le plus proche est situé à 7 km)

Les seuls aménagements spécifiques liés à la mise en place de la centrale d'enrobage concernent :

- la création d'une rétention étanche permettant de récupérer les éventuelles fuites et égouttures au niveau des aires de stockage et de dépotage des hydrocarbures ;
- la création d'une cuvette de rétention

II.4 - Le site d'implantation

La plateforme d'accueil est située sur un parking d'une activité de ball-trap bordé par une zone de plantation de pins.

Le site s'inscrit dans un cadre rural, à l'exception de l'activité de ball-trap.

II.5 - Enjeux

Pour l'environnement, les activités exercées dans l'établissement présente deux enjeux principaux :

- la rétention des stockages d'hydrocarbures ;
- les rejets à l'atmosphère.

L'eau ne sera utilisée que pour les usages sanitaires et sociaux (4 à 5 employés seront présents sur la plateforme). Elle provient du réseau public à partir des infrastructures du ball-trap qui dispose d'une alimentation en eau potable.

Les eaux vannes ainsi que les eaux usées des douches et lavabos seront récupérées dans une citerne étanche vidangée périodiquement par un récupérateur agréé.

La centrale d'enrobage ne consomme pas d'eau pour ses usages industriels. Il n'y a aucun rejet d'eau de process.

Les eaux pluviales de ruissellement tombant sur l'emprise de la centrale seront récupérées dans deux bassins de décantation qui seront créés pour l'occasion. Ces derniers seront imperméabilisés à l'aide d'une géomembrane. En aval des bassins, les eaux seront traitées par un séparateur à hydrocarbures.

III - . Analyse du caractère complet de l'étude d'impact et du caractère approprié des analyses et informations qu'elle contient

L'étude d'impact comporte notamment la présentation de l'hydrogéologie locale, des usages des eaux souterraines, du réseau hydrographique.

III.1 – État initial et identification des enjeux environnementaux du territoire

L'étude d'impact comporte notamment la présentation de l'hydrogéologie locale, des usages des eaux souterraines, du réseau hydrographique.

Elle présente l'occupation des sols alentour.

Elle mentionne l'absence de ZNIEFF, de site NATURA 2000 et d'arrêté de biotope à proximité du site (la plus proche zone protégée est la ZNIEFF du camp de Souge (n° 3581) située à 1 km).

Par rapport aux enjeux, le dossier a correctement analysé l'état initial. L'analyse est proportionnelle aux enjeux de la zone d'étude.

Articulation du projet avec les plans et programmes concernés

Le site est concerné par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne. Il n'est pas situé en zone de répartition des eaux et il n'est pas concerné par une zone humide d'importance majeure.

Le projet d'implantation de la centrale n'est pas en contradiction avec les orientations fondamentales du SDAGE.

La commune du TEMPLE dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU). La parcelle étudiée appartient à la zone Nh, elle n'est pas située en zone inondable.

Par rapport aux différents plans et programmes, l'étude met en évidence de manière satisfaisante leur compatibilité.

III.2 – Analyse des effets du projet sur l'environnement

Phases du projet

L'étude prend en compte tous les aspects du projet :

- la période d'exploitation ;
- la période après exploitation (remise en état et usage futur du site).

Analyse des impacts

Par rapport aux enjeux du territoire et du projet sur l'environnement (en particulier les rejets à l'atmosphère et la rétention des stockages d'hydrocarbures), le dossier présente une analyse correcte des impacts.

Cas des espèces protégées

L'analyse écologique au droit du site ne met en évidence aucune espèce végétale ou animale présentant un statut de protection national ou régional ou un caractère particulier de rareté.

La zone d'implantation de la centrale se trouve sur un parking d'un ball-trap. La centrale est positionnée sur une plateforme dépourvue de végétations susceptibles de présenter des potentialités écologiques. L'activité existante de ball-trap génère des nuisances acoustiques limitant la présence faunistique au droit du site.

Le projet a été conçu de façon à supprimer les impacts majeurs.

L'étude conclut, de manière justifiée, à une

III.3 – Justification du projet

Les justifications ont bien pris en compte les objectifs de protection de l'environnement établis au niveau national, en particulier en ce qui concerne le bruit.

III.4 – Mesures pour supprimer, réduire et si possible compenser les incidences du projet

Au vu des impacts réels ou potentiels présentés, l'étude présente de manière détaillée les mesures pour supprimer, réduire et compenser les incidences du projet. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse de l'environnement et les effets potentiels du projet.

Les principales mesures existantes ou envisagées sont les suivantes :

- En matière d'émissions de poussières : les rejets seront faibles car provenant de la combustion d'un FOL (fioul lourd) peu chargé en soufre S (< 1%) et passant par des dépoussiéreurs à manches. Le poste d'enrobage est équipé d'une cheminée d'évacuation des gaz résiduels de 13 m de hauteur, dimensionnée pour garantir une dispersion atmosphérique efficace ;
- Concernant les émissions sonores : la centrale dispose d'aménagements afin de limiter l'intensité des bruits émis. L'éloignement des premières habitations (2,5 km) permet de respecter les seuils d'émergences réglementaires;
- Les stockages d'hydrocarbures seront sur rétention.

III.5 – Conditions de remise en état et usage futur du site

Au vu des impacts réels ou potentiels présentés, la remise en état, la proposition d'usages futurs et les conditions de réalisation proposées sont présentées de manière correcte.

III.6 – Qualité de la conclusion

L'étude conclut, de manière justifiée, à une absence d'impact notable sur les composantes suivantes de l'environnement : espèces protégées, habitats d'intérêt communautaire, équilibre biologique du secteur, insertion dans le paysage.

Par ailleurs :

Le projet est peu consommateur d'eau ;

- il n'y a pas de rejet d'effluents industriels et d'eaux sanitaires ;
- la centrale d'enrobés est peu génératrice de déchets ;
- les niveaux sonores émis devraient respecter les valeurs limites fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- il n'y a pas de population sensible ou recevant du public à proximité ;
- l'étude sanitaire met en évidence un risque acceptable pour la santé publique.

IV – Prise en compte de l'environnement par le dossier de demande d'autorisation

Le projet prend en compte les enjeux environnementaux liés à la situation géographique et à l'activité exercée (émissions sonores).

V – Étude de dangers

V.1 - Identification et caractérisation des potentiels de dangers

Les potentiels de dangers des installations sont identifiés et caractérisés.

Les installations ou substances susceptibles d'engendrer des dangers sur la future centrale d'enrobés sont représentées par les stockages de liquides combustibles et inflammables (bitume, fioul lourd, fioul domestique, enrobés, bouteilles de propane) ; les installations : centrale d'enrobage à chaud, aires de chargement des camions ; les procédés : fabrication d'enrobés.

V.2 - Estimation des conséquences de la concrétisation des dangers

L'étude de dangers permet une bonne appréhension de la vulnérabilité du territoire concerné par les installations dans la mesure où les enjeux sont correctement décrits.

V.3 - Accidents et incidents survenus, accidentologie

Sur les sources de la base de données ARIA du BARPI, les événements accidentels qui ont ou auraient pu porter atteinte à la santé ou la sécurité publique, ont été recensés.

V.4 - Quantification et hiérarchisation des différents scénarios en terme de gravité, de probabilité et de cinétique de développement en tenant en compte de l'efficacité des mesures de prévention et de protection

L'étude de dangers est conforme à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées. A ce titre, l'étude de dangers expose clairement les phénomènes dangereux que les installations sont susceptibles de générer en présentant, pour chaque phénomène, les informations relatives aux classes de probabilité d'occurrence, aux distances d'effets, et au caractère lent ou rapide des phénomènes mentionnés.

Les scénarios les plus critiques qui ont été envisagés sont les suivants :

- pollution accidentelle par déversements accidentels d'hydrocarbures ou fuite des cuves contenant les hydrocarbures
- incendie (défaillance du dispositif de chauffage du bitume). Une analyse quantifiée des flux thermiques a été réalisée pour le scénario incendie (les cibles sont constituées uniquement des 6 travailleurs sur les installations du site)
- explosion des stockages d'hydrocarbures (FOD, Bitumes)

La matrice de criticité montre que le scénario d'accident le plus majorant «fuite de flexible ou débordement de cuve » est classé dans le domaine acceptable.

VI – Conclusion de l'avis de l'autorité environnementale

**Le dossier a bien identifié et pris en compte les enjeux environnementaux.
D'une manière générale, l'étude d'impact est claire. Elle est proportionnée aux enjeux qui, en l'occurrence, restent limités.**

Pour le Directeur et par délégation,
Pour le Chef de la Mission
Connaissance et Évaluation
L'Adjoint du Chef de la Mission,



Patrice DUBOIS